

L'austérité casse la reprise et appauvrit les ménages

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 16 Décembre 2010

La nouvelle [note de conjoncture](#) que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a dévoilée jeudi 16 décembre tard dans la soirée apporte deux confirmations qui vont être au cœur du débat économique des prochains mois: d'abord, la coordination des politiques d'austérité qui s'est mise en place en Europe commence à étouffer la croissance et la conjoncture française en porte témoignage; ensuite, ce sont les ménages, beaucoup plus que les entreprises, qui font les frais de la crise. Au travers du maintien du chômage à un niveau très élevé et une baisse de leur pouvoir d'achat, les premiers paient un très lourd tribut à la récession de l'an passé tandis que les secondes ont vite retrouvé une situation financière favorable. Cette note de conjoncture, dont le tableau ci-dessous résume les principales tendances, met en effet en évidence que la France va vivre au cours des prochains mois une croissance molle.

Chiffres-clés : la France et son environnement international

données cjo-cvs (à l'exception des prix), moyennes trimestrielles ou annuelles, en %

	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Environnement international													
PIB des économies avancées	-2,2	0,2	0,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	-3,6	2,4	1,4
PIB de la zone euro	-2,5	-0,2	0,4	0,2	0,3	1,0	0,4	0,4	0,3	0,3	-4,0	1,7	1,3
Baril de Brent (en dollars)	44	59	68	75	76	79	77	82,7	85,0	85,0	61,5	78,6	85,0
Taux de change euro-dollar	1,30	1,36	1,43	1,48	1,38	1,27	1,29	1,33	1,33	1,33	1,39	1,32	1,33
Demande mondiale adressée à la France	-8,9	-1,7	3,7	3,0	3,4	3,6	1,0	1,0	0,9	1,0	-12,0	10,9	3,8
France équilibre ressources-emplois													
PIB													
	-1,5	0,1	0,2	0,6	0,2	0,7	0,4	0,5	0,3	0,4	-2,5	1,6	1,3
Importations	-5,8	-3,1	-0,4	2,9	1,8	3,9	4,1	2,1	1,1	1,0	-10,6	8,8	6,5
Dépenses de consommation des ménages	0,1	0,3	0,2	1,0	0,0	0,3	0,6	0,9	0,1	0,2	0,6	1,7	1,2
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,6	0,7	0,7	0,6	-0,1	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	2,6	1,4	0,8
FBCF totale	-2,3	-1,5	-1,5	-0,9	-0,9	0,9	0,5	0,5	0,4	0,7	-7,0	-1,6	1,9
dont : ENF	-3,1	-1,8	-1,4	-1,0	-1,0	1,2	0,5	0,7	0,7	1,0	-7,9	-1,5	2,6
Ménages	-2,3	-1,9	-1,9	-1,4	-0,5	0,2	1,0	0,6	0,3	0,4	-8,7	-2,1	1,7
Exportations	-7,5	-0,6	1,1	1,3	4,4	2,6	2,5	1,5	1,3	1,2	-12,2	9,6	5,2
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks**	-0,3	0,0	0,0	0,5	-0,2	0,4	0,5	0,7	0,2	0,3	-0,5	1,0	1,3
Variations de stocks**	-0,8	-0,6	-0,2	0,6	-0,2	0,6	0,3	0,0	0,1	0,0	-1,8	0,6	0,5
Commerce extérieur	-0,3	0,7	0,4	-0,5	0,6	-0,4	-0,5	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,5
France - situation des ménages													
Emploi total	-157	-71	-30	29	41	62	34	37	24	17	-229	173	-
Salariés du secteur marchand non agricole	-172	-93	-63	-5	17	39	19	32	26	24	-334	106	-
Taux de chômage BIT France métropolitaine	8,6	9,1	9,2	9,6	9,5	9,3	9,3	9,2	9,1	9,1	9,6	9,2	-
Taux de chômage BIT France (y compris DOM)	9,0	9,5	9,5	10,0	9,9	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5	10,0	9,6	-
Indice des prix à la consommation*	0,3	-0,5	-0,4	0,9	1,6	1,5	1,6	1,5	1,3	1,4	0,1	1,5	-
Inflation « sous-jacente »*	1,7	1,5	2,0	1,8	1,7	1,4	0,8	0,7	0,9	1,1	1,8	1,1	-
Pouvoir d'achat des ménages	0,5	0,8	0,6	0,0	0,1	0,5	0,7	0,4	0,2	0,3	1,6	1,4	1,3

Les effets des plans d'austérité

Sous l'effet des plans d'austérité européens, la demande extérieure adressée à la France devrait fortement fléchir: de +3,7% à la mi-2009, cette demande est tombée à +1% au troisième trimestre 2010 et devrait être nulle (0%) au premier trimestre de 2011. C'est donc une première courroie d'entraînement du moteur de l'économie française qui se grippe. Chiffre très révélateur souligné par le tableau de la page précédente: le commerce extérieur devrait apporter une contribution négative à la croissance française de l'ordre de -0,5 point au premier semestre de 2011.

Mais une autre courroie d'entraînement se grippe aussi dangereusement, du fait de la politique économique restrictive conduite par le gouvernement de François Fillon: c'est la demande intérieure. Alors que depuis des décennies, elle a tiré la croissance française, elle s'avère très faible, avec un taux de croissance prévisible de seulement 0,2% et 0,3% au cours du premier et du deuxième trimestre de 2011. Et si c'est le cas, c'est sans grande surprise puisque la consommation des ménages devrait quasiment stagner: selon l'Insee, sa hausse devrait être de +0,1% et +0,2% au cours des deux prochains trimestres.

Le résultat est donc conforme à ce que l'on devine; sous les effets combinés des politiques européennes qui sont restrictives et de la politique française qui l'est tout autant, la croissance française bat de l'aile: elle devrait être de +0,3% et 0,4% au cours de ces deux premiers trimestres de 2011, qui constituent la période examinée par cette note de l'Insee.

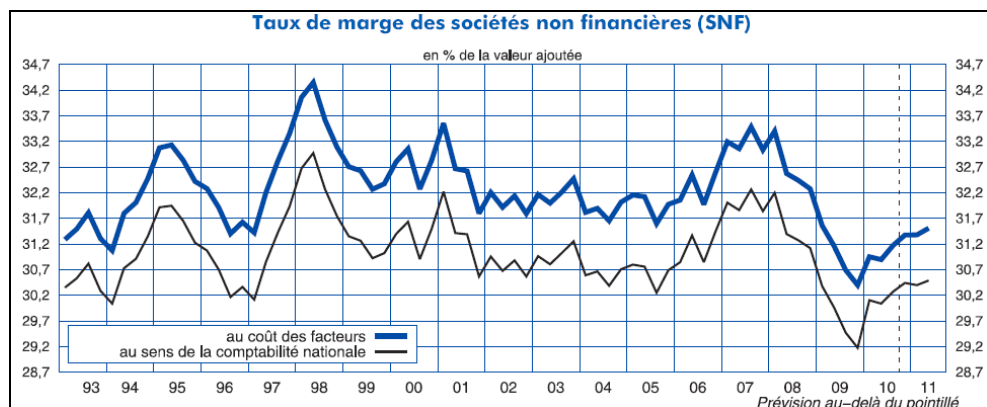
En clair, si la France enregistrait encore des taux de croissance de l'ordre de 0,4% au cours des deux derniers trimestres de l'année, la croissance de 2011 ne dépasserait pas le très mauvais chiffre de l'année 2010 (sans doute +1,6%), encore très marquée par la récession de l'année précédente (-2,5% en 2009). L'austérité est donc en train de casser la reprise un peu partout en Europe et notamment en France.

Les coups d'accordéon de l'intérim

Quand on va au-delà de cette «[vue d'ensemble](#)» présentée par l'Insee, et que l'on s'attarde aux [détails des prévisions](#), on comprend les mécanismes à l'œuvre: en réalité, le gouvernement conduit une politique qui a totalement épargné, ou presque, les entreprises du poids de la crise, et seuls les ménages lui paient un lourd tribut.

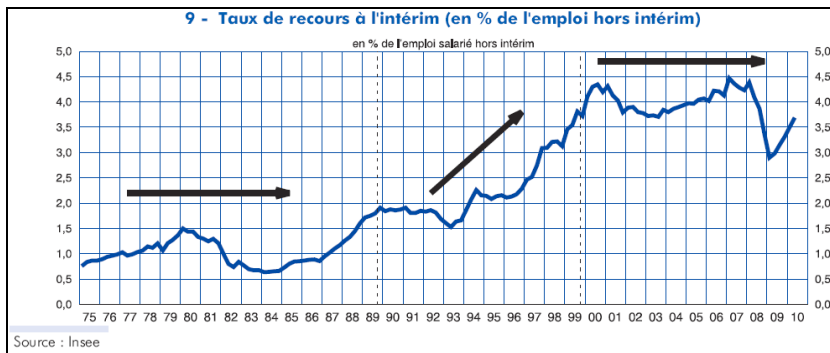
Ce constat n'a certes rien de surprenant. Au plus fort de la récession, en 2009, le gouvernement a multiplié les plans de soutien aux entreprises (à l'automobile, aux banques, réforme de la taxe professionnelle, baisse de la TVA pour les restaurateurs, etc.), mais n'a rien fait en faveur des ménages. Ou plutôt, il n'a cessé de prôner à leur détriment des mesures d'économies ou d'austérité (pas de coup de pouce au Smic, suppression à marche forcée des emplois publics, etc.).

En quelque sorte, les chiffres de l'Insee permettent de mesurer que la France, face à la crise, a fait le choix de l'ajustement social. Le graphique ci-dessous établit en effet que le taux de marge des entreprises (Rapport de l'excédent brut d'exploitation - EBE - à la valeur ajoutée) s'est fortement dégradé pendant la récession, mais qu'aussitôt après, ce taux s'est redressé. Et s'il n'atteint pas encore le niveau d'avant la crise, il est en chemin.



En revanche, pour les ménages, rien de tel: ils ont été les sacrifiés de la crise. Qu'il s'agisse de l'emploi (et donc du chômage) ou du pouvoir d'achat, ce sont eux qui ont payé.

Observons d'abord l'emploi. Sous les effets de la déréglementation du marché du travail menée pendant plus de deux décennies par la droite mais aussi par la gauche, les formes d'emplois précaires ont progressé et tout particulièrement l'intérim. Du coup, quand la crise s'est fait sentir, l'ajustement a été brutal: l'intérim a d'un seul coup fondu. C'est la conséquence de la flexibilité. Plus besoin de plan social, plus besoin de passer par les arcanes complexes du droit du licenciement: les entreprises peuvent interrompre les missions d'intérim quand l'activité s'effondre. Et reprendre de l'intérim quand l'activité reprend.



Baisse du pouvoir d'achat

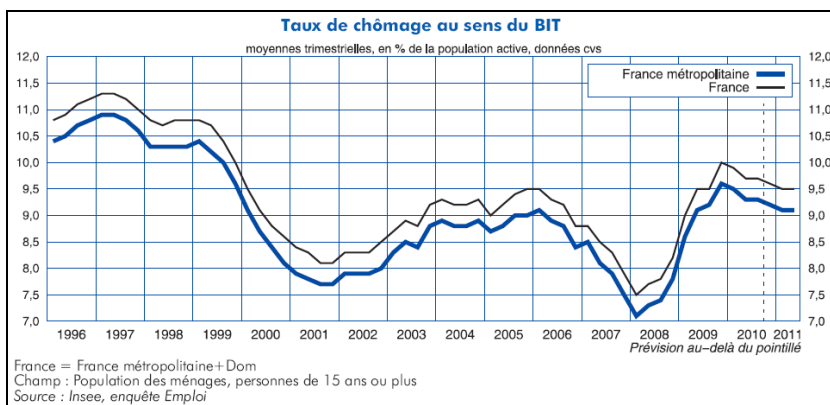
C'est ainsi qu'au premier semestre, le rythme de créations d'emplois dans le secteur tertiaire a repris (+103.000 emplois), mais sur ce montant, c'est d'abord l'intérim (+57.000) qui en a bénéficié. En clair, la reprise de 2009 a profité à l'emploi précaire et aux petits boulots.

Mais sous les effets de sa politique budgétaire d'austérité, le gouvernement a fortement freiné la création des emplois aidés: de 88.000 créations en 2009, on est tombé à 57.000 en 2010. Au total, les emplois dits non marchands devraient donc baisser, selon l'Insee, de 14.000 au premier semestre de 2011. Et les entreprises elles-mêmes, après cette reprise de l'intérim, devraient se montrer encore plus prudentes, compte tenu de cet environnement restrictif.

Le bilan est donc accablant: l'emploi total ne devrait progresser que de +41.000 au premier semestre de 2011, contre +71.000 au second semestre de 2010, et +103.000 au premier. Tout l'impact des politiques d'austérité se lit dans cet essoufflement de l'emploi, qui accompagne l'essoufflement de la reprise.

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)					Évolution de l'emploi sur la période (en %)				
	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1
Secteurs principale- ment marchands non agricoles	-334	106	55	51	50	-2,1	0,7	0,3	0,3	0,3
Salariés agricoles	-3	-10	-5	-5	-5	-1,1	-4,5	-2,2	-2,3	-2,3
Tertiaire principale- ment non marchand (y compris établisse- ments privés)	88	57	42	15	-14	1,2	0,8	0,6	0,2	-0,2
Non-salariés	20	20	10	10	10	0,8	0,8	0,4	0,4	0,4
EMPLOI TOTAL	-229	173	103	71	41	-0,9	0,7	0,4	0,3	0,2

Du même coup, tout se combine pour que le chômage français reste à un niveau exceptionnellement élevé. Avec un taux de chômage de 9,5% de la population active (DOM-TOM compris) au deuxième trimestre de 2010, il serait certes en léger recul par rapport au pic des 10% atteint au dernier trimestre de 2009. Mais la contraction n'en resterait pas moins infime. Encore et toujours pour la même raison: si les entreprises ont été aidées, les ménages ne l'ont pas été et la politique de l'emploi a été la première sacrifiée.



Si l'on se fie au tableau ci-dessous, on pourrait toutefois penser qu'au moins sur un front, celui du pouvoir d'achat, les évolutions pour les ménages sont moins défavorables, puisque l'Insee évoque une progression (du pouvoir d'achat du revenu disponible brut) de +1,4% en 2010, avant +0,9% au premier semestre de 2011.

Revenu disponible brut des ménages								
évolution en %								
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	0,4	1,1	1,2	1,7	1,6	3,2	1,1	2,6
dont :								
Revenus d'activité (67 %)	-0,9	0,3	1,5	1,1	1,0	2,8	-0,5	2,2
<i>Masse salariale brute (58 %)</i>	-0,6	0,6	1,5	1,1	1,0	3,1	0,0	2,3
<i>EBE des entrepreneurs individuels⁽¹⁾ (9 %)</i>	-2,6	-1,3	1,7	1,4	0,7	1,4	-3,9	1,7
Prestations sociales en espèces (31 %)	3,0	2,2	1,1	1,4	1,4	3,5	5,3	2,9
EBE des ménages purs (13 %)	-2,1	0,0	2,9	2,0	2,1	5,0	-2,1	3,9
Revenus de la propriété (10 %)	-1,0	-0,3	0,9	2,4	3,0	4,4	-0,8	1,9
Prélèvements sociaux et fiscaux (-22 %)	-2,8	-1,3	3,1	0,1	0,7	3,8	-1,8	2,5
<i>Cotisations des salariés (-8 %)</i>	0,2	1,3	1,1	0,6	1,2	1,5	1,2	2,1
<i>Cotisations des non-salariés (-2 %)</i>	1,7	0,6	1,3	2,1	1,2	6,0	2,9	2,7
<i>Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-12 %)</i>	-5,2	-3,2	4,8	-0,5	0,2	5,0	-4,4	2,7
Revenus hors impôts	-0,3	0,6	1,5	1,4	1,4	3,4	0,4	2,6
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	-0,9	0,1	0,9	0,5	0,6	2,9	-0,6	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	1,3	1,0	0,3	1,2	0,9	0,3	1,6	1,4

■ Préviation

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

L'Insee rappelle toutefois que cette unité de mesure qu'est ce pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est trompeur, parce qu'il n'est pas corrigé des évolutions démographiques. Il s'écarte donc de ce que les Français éprouvent concrètement. L'Insee présente donc d'autres mesures. « *En 2010, écrit-il ainsi, le pouvoir d'achat par unité de consommation augmenterait au même rythme qu'en 2009 (+0,8%). Par habitant, la hausse serait de +0,4% tandis que le pouvoir d'achat par ménage baisserait de 0,4%.* »

Il faut aller chercher ce constat non pas dans le corps de l'enquête de l'Insee mais au détour d'une note méthodologique. Pourtant l'important, c'est que cela soit dit: le pouvoir d'achat est en berne.

Par la faute d'une récession qui n'en finit pas de faire sentir ses effets. Et par la faute tout autant d'une accumulation de plans d'austérité en Europe, et d'une politique économique française fortement restrictive...